



**HAL**  
open science

## L'invasion russe de l'Ukraine, un point de bascule

Anne de Tinguy

► **To cite this version:**

Anne de Tinguy. L'invasion russe de l'Ukraine, un point de bascule. Les Dossiers du CERI, 2022, Dossier " Ukraine : la guerre de Poutine ", Avril 2022. hal-03642830

**HAL Id: hal-03642830**

**<https://sciencespo.hal.science/hal-03642830>**

Submitted on 15 Apr 2022

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

# L'INVASION RUSSE DE L'UKRAINE, UN POINT DE BASCULE

---

Anne de Tinguy

Dossier « Guerre en Ukraine », *Les Dossiers du CERI*, avril 2022

L'« opération militaire spéciale » déclenchée en Ukraine le 24 février dernier par Vladimir Poutine est en réalité une guerre de haute intensité qui constitue un point de bascule<sup>1</sup>. Un mois après le début des hostilités, le résultat attendu par le Kremlin ne semble pas avoir été atteint. Le bilan humain et matériel est, lui, tragique. Pourquoi la Russie s'est-elle engagée avec une telle violence dans une opération qui semble ne pouvoir faire que des perdants ? Cette guerre est-elle le symptôme d'un néo-impérialisme qui, trente ans après l'effondrement de l'empire soviétique, continue à imprégner le regard porté par Moscou sur l'Ukraine ? Est-elle le résultat d'un conflit entre deux modèles de développement, celui autoritaire et conservateur porté par la Russie et celui démocratique et libéral porté par l'Occident ? Cet article tente de donner des éléments de réponse à ces questions en inscrivant cette invasion dans l'histoire, dramatique, du rapport de la Russie poutinienne à l'Ukraine. Il ouvre un dossier consacré aux enjeux et aux répercussions de ce conflit.

## L'obsession ukrainienne de Vladimir Poutine

Le 21 février et dans les jours qui suivent, Vladimir Poutine donne de sa décision une explication défensive : il affirme que son pays doit se défendre car il est confronté à une « menace majeure et sérieuse », émanant à la fois des Etats-Unis animés par un « projet anti-russe » et d'une Ukraine hostile, « vassalisée » par les Américains, qui, affirme-t-il, cherche à se doter de l'arme nucléaire. Cet argumentaire est d'emblée rejeté par les Etats occidentaux. « La Russie n'est pas agressée, elle est l'agresseur », lui répond le président Macron le 2 mars. « Cette guerre n'est pas un conflit entre l'OTAN et l'Occident d'une part et la Russie d'autre part... : il n'y a pas de troupes ni de bases de l'OTAN en Ukraine. Ce sont des mensonges... Cette guerre est encore moins, comme une propagande insoutenable voudrait le faire penser, une lutte contre le 'nazisme'. C'est un mensonge ».

L'invasion de l'Ukraine est à la fois une guerre néo-impériale et un conflit de civilisation. La volonté de Kiev de s'ancrer à la communauté euro-atlantique n'explique pas à elle seule le geste russe, mais elle en constitue sans nul

doute l'une des principales raisons. Moscou continue en effet à considérer son « étranger proche » – au sein duquel l'Ukraine, qui a été le plus beau fleuron de l'empire russe, occupe une place particulière – comme le centre de ses « intérêts vitaux » et le cœur de sa puissance. Or dès les années 1990, l'Ukraine a fait du « retour à l'Europe » l'élément central d'une démarche qui l'a amené à prendre des distances avec la Russie, à rester à l'écart des institutions mises en place à son initiative – ainsi n'a-t-elle adhéré ni au Pacte de sécurité collective de 1992 ni à l'union douanière créée en 1994 – et à prendre des positions qui allaient à l'encontre de celles de Moscou, notamment sur l'élargissement de l'Alliance atlantique. Par la suite, Kiev a progressivement développé ses partenariats avec l'Union européenne et les Etats-Unis en demandant avec toujours plus d'insistance à devenir membre de l'OTAN.

Ce désir d'ancrage à l'ouest correspond à un choix de société qui est très différent de celui fait par la Russie. L'historien Dimitri Fourman y voit dès le milieu des années 2000 la clef de la compréhension des réactions de la Russie : alors que Kiev cherche à avancer sur la voie de la démocratie, Moscou s'en éloigne. L'important dès cette époque pour Vladimir Poutine n'est pas seulement de maintenir l'Ukraine dans la sphère d'intérêt russe, il est aussi d'y « pérenniser un régime du même type qu'en Russie » et d'y empêcher la construction d'un système différent, de type occidental<sup>2</sup>, ce qu'il n'est pas parvenu à obtenir. Depuis la révolution orange (2004), la volonté des Ukrainiens de construire un Etat de droit en se réclamant des valeurs européennes n'a fait que se confirmer. Le processus de démocratisation n'a pas été linéaire et il est imparfait, mais il est bien réel.

Au début de la décennie 2020, le regard russe se durcit. Le Kremlin n'a pas obtenu les concessions qu'il espérait de Volodymyr Zelensky, élu président de l'Ukraine en 2019. Moscou redoute que l'Ukraine glisse dans l'orbite sécuritaire des Etats-Unis, qu'elle parvienne à mener à bien la grande entreprise de réformes dans laquelle elle s'est engagée et à mettre en place un Etat de droit intégré à la communauté euro-atlantique et qu'elle exerce ce faisant dans l'espace postsoviétique une attraction concurrente à la sienne. Une Ukraine qui ne ferait pas partie de la sphère d'influence de la Russie serait, aux yeux de Vladimir Poutine et d'une large partie des Russes, une défaite historique et un coup majeur porté à la grandeur de la Russie.

### Des objectifs très ambitieux

Dans ce contexte, si l'on reprend les propos tenus par Vladimir Poutine, l'invasion de l'Ukraine a pour but de reprendre le contrôle de l'Ukraine, de la remettre sur le droit chemin et de contrer ce qu'il appelle les projets « anti-russes » des Etats-Unis et de l'Union européenne en refondant

l'architecture de sécurité européenne. Dans son allocution du 24 février, le chef du Kremlin affirme que « l'opération militaire spéciale » qu'il engage pour faire face à la menace à laquelle la Russie est confrontée a pour but, non pas d'occuper l'Ukraine, mais « de la démilitariser et de la dénazifier », c'est-à-dire de la libérer de l'emprise des « nazis » et des Occidentaux. Dans les jours qui suivent, il précise ses exigences : l'Ukraine doit devenir un Etat neutre et démilitarisée, reconnaître la souveraineté russe sur la Crimée et l'indépendance des deux républiques auto-proclamées de Donetsk et de Lougansk. Le projet est, on le voit, ambitieux : le Kremlin veut la capitulation de l'Ukraine et un changement de régime à Kiev, la transformation du pays en un Etat ami qui aurait à sa tête un pouvoir favorable à la Russie, en d'autres termes, un Etat croupion à sa solde.

Ce projet en rejoint un autre : la refondation du système de sécurité européenne. Le 18 novembre et le 14 décembre 2021, Vladimir Poutine a évoqué la nécessité pour la Russie de pouvoir bénéficier « de garanties juridiquement contraignantes » qui lui permettraient d'assurer sa sécurité. Une demande précisée le 17 décembre dans deux projets d'accords publiés sur le site du ministère des Affaires étrangères, l'un russo-américain, l'autre russo-otanien, aux termes desquels les Etats-Unis devraient s'engager à « ne pas effectuer de nouvel élargissement de l'OTAN à l'Est », en particulier en Ukraine, à ne pas développer de coopération militaire avec les Etats de l'ex-URSS et à revenir aux équilibres d'avant 1997, c'est-à-dire d'avant les élargissements aux pays d'Europe centrale et orientale. Au-delà de la question ukrainienne, le Kremlin met en cause, on le voit, les équilibres européens définis en 1945 et en 1991. Ses objectifs sont-ils réalistes ?

### Un premier bilan tragique, mais contrasté

Un mois après le début de la guerre, les résultats obtenus ne sont pas à la hauteur des attentes de la Russie. Le président Zelensky se dit prêt à renoncer à la demande d'adhésion de son pays à l'OTAN et à discuter de sa neutralité mais à condition que sa sécurité soit garantie par des engagements internationaux contraignants. Sur le terrain, le *Blitzkrieg* espéré n'a pas eu lieu. En Ukraine, le pouvoir en place tient bon et l'Etat continue à fonctionner. Les forces russes, qui ont enregistré des pertes apparemment importantes, se heurtent à une résistance aussi farouche qu'efficace et elles n'ont pas enregistré d'avancées militaires majeures. Fin mars, non seulement Kiev n'a pas capitulé, mais, en dépit de bombardements massifs, ni Kharkiv, deuxième ville du pays, ni Marioupol ne se sont rendues. Kherson est alors la seule grande ville contrôlée par les forces russes<sup>3</sup>. Et celles-ci, semble-t-il, rencontrent de graves problèmes logistiques (ravitaillement des forces en essence et en nourriture, maintenance des matériels) qui rendent les hommes d'autant plus

vulnérables que leurs motivations sont faibles. La Russie semble s'être engagée dans une opération de grande ampleur sans y avoir préparé ses hommes et sans disposer des moyens humains et matériels suffisants pour atteindre ses objectifs<sup>4</sup>.

Le Kremlin a par ailleurs échoué à convaincre l'opinion internationale de la légitimité de son action. Dès le début de l'offensive russe, le narratif qu'il a retenu pour tenter de justifier sa décision a été massivement rejeté dans les Etats occidentaux. En 2014, l'annexion de la Crimée avait divisé l'opinion internationale ; en 2022, l'invasion de l'Ukraine provoque une large condamnation. Le 2 mars, 141 des 193 Etats membres des Nations Unies ont condamné « l'agression contre l'Ukraine », seuls quatre pays, le Bélarus, la Corée du nord, l'Erythrée et la Syrie, ont voté contre cette résolution. Une enquête menée du 3 au 7 mars par l'IFOP dans quatre pays européens (France, Allemagne, Italie, Pologne) confirme que la Russie a perdu la bataille de la communication et de l'image<sup>5</sup>. Et ce d'autant plus que les bombardements russes ciblant « sans discrimination » des civils ainsi que des objectifs civils, le bilan des pertes humaines et des dommages infligés aux personnes suscite une vive indignation. Des quartiers résidentiels ont été « quasi totalement détruits ». Marioupol, dont les habitants « n'ont plus accès à l'eau potable, à l'électricité, au gaz, à internet » depuis quelque quatre semaines, l'est à près de 80%<sup>6</sup>. Dix millions d'Ukrainiens ont dû fuir leur domicile, quatre millions d'entre eux se sont réfugiés à l'étranger. Enfin, le nombre des victimes est estimé à plusieurs dizaines de milliers de personnes<sup>7</sup>.

Cette situation est le résultat de graves erreurs d'appréciation. Les autorités russes ont mésestimé la capacité de résistance des Ukrainiens. Alors que le Kremlin avait misé sur un effondrement rapide du pouvoir et de l'armée ukrainiens, les forces russes ont trouvé en face d'elles une nation en armes, déterminée à défendre son territoire et son indépendance. Les forces ukrainiennes, mieux formées et mieux équipées qu'en 2014, sont en effet très efficacement secondées par une « défense territoriale » composée d'unités de civils chargées de protéger leurs villes. Les Ukrainiens sont d'autant plus résolus à repousser l'ennemi qu'en envahissant l'Ukraine après avoir annexé la Crimée et après être intervenu dans le Donbass, en prétendant vouloir « libérer » le pays d'un pouvoir « nazi », en affirmant que les Ukrainiens ne sont que les marionnettes des Etats-Unis, en employant un vocabulaire injurieux déconnecté de la réalité, Vladimir Poutine a suscité au sein de la population ukrainienne un formidable ressentiment à l'encontre de la Russie, il a renforcé la détermination des Ukrainiens à se battre pour assurer leur survie et il a conforté le sentiment national dans le pays. Le Kremlin n'avait pas non plus prévu que le conflit transformerait le président Zelensky, un ancien

comédien sans expérience politique, en un remarquable chef de guerre qui incarne aujourd'hui la résistance<sup>8</sup>.

En dépit des mises en garde occidentales, Vladimir Poutine n'avait pas non plus anticipé que sa décision allait immédiatement renforcer l'unité européenne et les liens transatlantiques et provoquer une mobilisation massive de l'Union européenne et des Etats-Unis aux côtés de l'Ukraine : il n'a fallu que quelques jours à Bruxelles et à Washington pour mettre en place de nouveaux trains de sanctions économiques, financières, informationnelles et autres de forte intensité – qui prolongent et élargissent celles adoptées en 2014 en réponse à l'annexion de la Crimée – et pour décider d'accroître les livraisons d'armes à l'Ukraine. Enfin, il n'avait pas non plus imaginé que son action allait provoquer un tournant historique de la politique sécuritaire de l'Allemagne ni qu'elle allait redonner une raison d'être à l'OTAN.

### Des erreurs d'appréciation à répétition

Ces erreurs d'appréciation ne sont pas les premières faites par le Kremlin. « Connaître son ennemi est la condition de la réussite », écrit Frédéric Charillon dans *Guerres d'influence* en se référant à des écrits chinois<sup>9</sup>. Enfermé dans un imaginaire nourri par une historiographie qui rabaisse ce pays voisin au rang de « Petite Russie »<sup>10</sup>, convaincu de la supériorité de la Russie, persuadé que dans les deux pays la démocratie peut être « guidée », Vladimir Poutine n'a pas su tirer profit des multiples moyens à sa disposition qui auraient dû lui permettre de connaître et de comprendre l'Ukraine.

L'invasion de l'Ukraine confirme que les dirigeants russes n'ont jamais compris la réalité de la volonté d'indépendance des Ukrainiens, pourtant patente dès le référendum sur l'indépendance organisé le 1er décembre 1991, ou s'ils l'ont comprise, qu'ils n'en ont pas tenu compte<sup>11</sup>. Ils n'ont jamais réalisé que la sympathie – réelle – de nombreux Ukrainiens pour les Russes et la Russie ne signifiait pas que ceux-ci étaient prêts à accepter des atteintes à leur souveraineté. La crise qui a éclaté en 2003 lorsque les Russes ont entrepris de construire une digue entre la presqu'île russe de Taman et l'île de Touzla (Crimée) montrait déjà que « lorsque la 'fraternité' se transforme en domination, la sympathie tourne rapidement à la colère »<sup>12</sup>.

Les élites russes n'ont pas non plus compris la force du potentiel de contestation des Ukrainiens qui s'est manifesté à plusieurs reprises. La politique qu'elles ont menée en 2004, écrit à cette époque le politiste Alekseï Malashenko, restera dans les manuels de relations internationales comme « un classique d'ineptie politique »<sup>13</sup>. Résultat : lorsque la révolution

orange a éclaté à Kiev, le Kremlin a été réduit au rang de spectateur, l'Union européenne s'imposant comme le médiateur légitime entre les différentes parties. Dix ans plus tard, au moment de Maïdan, autre révolution provoquée par la décision du président Ianoukovitch de suspendre les négociations sur l'accord d'association avec l'Union européenne, le Kremlin s'est montré une fois de plus incapable de comprendre la portée des références des contestataires aux « valeurs européennes », leur refus de la corruption et de l'arbitraire, leur volonté de voir leur pays devenir un Etat de droit. Il a continué à regarder les événements comme le fruit de manipulations occidentales et de l'action de « nationalistes, de néonazis, de russophobes et d'antisémites » (termes que Vladimir Poutine a employés le 18 mars 2014 et qu'il a continûment repris par la suite). La décision du Kremlin d'annexer la Crimée et d'intervenir dans le Donbass a consolidé la nation ukrainienne, elle a conforté son choix européen et creusé un véritable fossé entre les deux pays et les deux peuples.

Depuis trente ans, la Russie mène à l'égard de l'Ukraine une politique fondée sur des postulats inacceptables<sup>14</sup> : l'idée que l'Etat ukrainien n'est qu'une création artificielle et l'indépendance ukrainienne, un contre-sens historique ; le refus d'accepter la pleine souveraineté de Kiev (« elle n'est possible que dans un partenariat avec la Russie », redit Vladimir Poutine en juillet 2021)<sup>15</sup>, le droit de s'ingérer dans les affaires intérieures de ce pays au nom de la proximité qui existe entre les deux peuples, le refus que l'Ukraine se tourne vers les institutions euro-atlantiques<sup>16</sup>. Cette politique est lourde d'un mépris qui ne pouvait qu'engendrer un ressentiment, aujourd'hui moteur de la résistance farouche que les Ukrainiens opposent à l'envahisseur russe.

L'invasion de l'Ukraine par la Russie est en train de donner une formidable impulsion à des phénomènes préexistants : la consolidation de l'Etat-nation ukrainien et son ancrage en Europe, la rupture entre l'Ukraine et la Russie, la confrontation russo-occidentale. Elle a précipité l'espace postsoviétique et l'Europe dans un changement d'époque dont les contours sont encore à définir. L'identité et le statut de la Russie, qui risque de sortir de ce conflit durablement affaiblie et isolée, font partie des grands sujets d'interrogation.

Retrouvez l'intégralité de notre Dossier Guerre en Ukraine sur la page Ressources en suivant [ce lien](#)

- 
- [1.](#) Je reprends ici un terme utilisé par Jean-Yves Le Drian, ministre des Affaires étrangères français, lors du colloque organisé à Paris par Mémorial France le 10 mars 2022.
  - [2.](#) Dimitri Fourman « De Gorbatchev à Poutine : les illusions perdues », entretien, *Politique internationale* n°109, aut. 2005, pp.253-273.
  - [3.](#) Brian Milakovsky « Putin's pyrrhic victory » *Foreign Affairs*, 31 mars 2022.

- [4.](#) Phillips Payson O'Brien « How the West got Russia's military so, so wrong », *The Atlantic* 31 mars 2022 ; Philippe Gros, Vincent Tourret « Guerre en Ukraine : l'armée russe est-elle sur le point d'atteindre le 'point culminant' de son offensive ? », Fondation pour la recherche stratégique, *Note n°8/22*, 14 mars 2022 ; Nathalie Guibert « De l'offensive russe ratée au carnage », *Le Monde* 24 mars 2022.
- [5.](#) IFOP, YES (Yalta European Strategy), Fondation Jean Jaurès *Les peuples européens derrière l'Ukraine. La guerre en Ukraine vue de France, d'Allemagne, d'Italie et de Pologne*, 11 mars 2022.
- [6.](#) Entretien avec Marie Struthers, directrice du programme Europe de l'est et Asie centrale d'Amnesty International, *lemonde.fr*, 29 mars 2022 ; Human Rights Watch *Ukraine : crimes de guerre manifestes dans les zones contrôlées par la Russie*, 3 avril 2022.
- [7.](#) UNHCR *Ukraine Refugee Situation*, situation au 29 mars 2022 ; sur les réfugiés, cf dans ce dossier les articles de Catherine de Wenden et de Thomas Lacroix.
- [8.](#) Margaret Macmillan « Leadership at war. How Putin and Zelensky have defined the Ukrainian conflict » *Foreign Affairs*, 29 mars 2022.
- [9.](#) Frédéric Charillon *Guerres d'influence. Les Etats à la conquête des esprits*, Paris, Odile Jacob, 2022, p.37.
- [10.](#) Alexandra Goujon *Ukraine. De l'indépendance à la guerre*, Paris, Le Cavalier bleu, 2021.
- [11.](#) Annie Daubenton *Ukraine. L'indépendance à tout prix*, Paris, Buchet-Chastel, 2014.
- [12.](#) James Sherr *L'état ukrainien : entre la faiblesse intérieure et la dépendance extérieure*, IFRI, Russie.Nei.Visions n°9, mars 2006, p. 7.
- [13.](#) *Nezavissimaia Gazeta* 21 février 2005.
- [14.](#) Sur cette question, cf l'article de Mykola Riabchuk dans ce dossier et son ouvrage *De la 'petite Russie' à l'Ukraine*, Paris, L'Harmattan, 2003.
- [15.](#) V. Poutine « Ob istoritcheskom edinstve Rousskikh i Oukraintsev » (Sur l'unité historique des Russes et des Ukrainiens), *www.kremlin.ru*, 12 juillet 2021.
- [16.](#) Sur le regard porté sur l'Ukraine par les élites russes proches du pouvoir, voir Sergey Karagonov « Russia cannot afford to lose, so we need a kind of a victory », entretien avec Bruno Maçães *The New Statesman*, 2 avril 2022.